

Déclaration liminaire Unsa Education :

Monsieur Le Préfet,

Madame la Présidente du Conseil Départemental,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,



Comme tout citoyen, tout parent d'élèves, chaque enseignant, personnel d'éducation et psychologue de l'Éducation nationale espérait cette rentrée 2021 « débarrassée » du covid.

Malheureusement, c'est encore une rentrée marquée par l'inquiétude qui impose à nouveau à tous une rentrée sous protocole où masque et gestes barrières resteront de rigueur, ce qui pèse lourdement sur le moral.

On peut néanmoins mesurer certains éléments favorables :

- malgré le regret de n'avoir pu obtenir une priorité vaccinale au printemps dernier, une grande partie des personnels est aujourd'hui vaccinée
- conformément aux demandes répétées des personnels, et en particulier de l'Unsa Education, un protocole avec une graduation à différents niveaux applicable nationalement a enfin été publié
- le ministre a également confirmé la volonté d'organiser une campagne de vaccination des élèves dès 12 ans sur le lieu de scolarisation en précisant que les actes seront gérés par des professionnels extérieurs, répondant ainsi aux demandes des personnels de ne pas voir leurs missions alourdies

Mais l'Unsa regrette que les grands absents dans les propos ministériels soient encore une fois les personnels.

Nos métiers sont des métiers de projets avec une programmation des apprentissages, des projets pédagogiques, des sorties et des rencontres. L'inconnue de l'épidémie dans les prochaines semaines empêche de se projeter pleinement.

À l'usure engendrée par le contexte épidémique, s'ajoute celle générée par un ministre qui s'adresse sans cesse directement à l'opinion publique et passe sous silence l'engagement et les difficultés de ses propres personnels pour s'adapter à leur contexte beaucoup plus complexe que ne le laissent penser ses propos.

Depuis le printemps 2020, la profession a été profondément bouleversée sur plusieurs aspects (regard sur le métier, gestes professionnels, relations aux familles et partenaires extérieurs, organisation du travail, santé et sécurité...).

Les personnels exercent depuis 18 mois dans des conditions inédites pour permettre aux élèves de continuer à être accueillis un maximum en présentiel et bénéficier d'un service d'éducation de qualité. Adaptation permanente et réactivité ont été les maîtres mots pour mettre en place les incessantes modifications de règles sanitaires.

De nombreux éléments restent encore à mettre en œuvre pour que les conditions optimales de cette rentrée soient réunies :

- des moyens en remplacement pour pallier les absences inévitables de personnels liées à l'épidémie et des moyens de vie scolaire pour mettre en place les différents aménagements imposés par le protocole ;
- un vrai accompagnement de la santé physique et psychologique des personnels notamment par une étude d'impact de la crise avec a minima une visite médicale par personnel ;
- des préconisations accompagnées d'un soutien financier à l'attention des collectivités locales en matière de rénovation et d'aménagement des locaux (point d'eau, toilettes, etc.)
- permettre davantage d'autonomie aux équipes pour gérer les crises en leur faisant confiance car elles sont les plus proches des problématiques
- éviter le cumul distanciel/présentiel
- organiser des temps de formations numériques en interne tout en gardant à l'esprit que le distanciel ne doit pas devenir la norme
- redéfinir les tâches qui incombent au professeur principal des collèges et lycées lors d'une éventuelle prochaine crise sanitaire.

Les mesures qu'il reste à prendre sont connues, elles doivent être mises en place d'urgence.

L'Unsa a écrit, avant la rentrée, au ministre en ce sens. Il en va de la scolarité, du parcours et de l'avenir de chaque élève ainsi que de la qualité de vie au travail de chaque personnel.

Malgré un contexte morose, l'UNSA Éducation et ses syndicats veulent s'engager au plus proche des collègues pour porter et proposer notre syndicalisme réformiste qui ouvre des perspectives et obtient des avancées : mettre l'Éducation au cœur de l'élection présidentielle, parler des défis éducatifs et des enjeux pour notre système. Nous devons agir pour la réduction des inégalités sociales et scolaires, pour une meilleure mixité sociale. La reconnaissance de l'engagement de tous les métiers de l'Éducation, pour les mobiliser sur ces enjeux essentiels, est incontournable.

Les négociations en cours dans le cadre du Grenelle de l'Éducation, où nous obtenons, pas à pas, des avancées pour certains champs, ne peuvent être un aboutissement, mais doivent être l'amorce d'un débat plus large sur la priorité donnée à l'Éducation dans notre pays et dans notre société.

Je vous remercie pour votre attention



Adeline Giovanella
Secrétaire départementale UNSA-Education 54